



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DE BRETAGNE

GROUPE DE SUBDIVISIONS DES COTES-d' ARMOR  
2, avenue du Chalutier sans Pitié

Plérin, le 14 juin 2006

22190 - PLERIN  
Tél. : 02.96.74.46.46  
Fax : 02.96.74.48.57

Ass

Signature

N/k

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Objet :** Installations classées.

Extension d'une déchèterie

Exploitant : Communauté de Communes de Dinan (CODI )

Commune de SAINT-HELEN

**Réf. :** Transmission de la Préfecture des Côtes-d'Armor du 21 mars 2006.

Par transmission visée en référence, la Préfecture des Côtes-d'Armor nous a communiqué pour étude et avis, en vue d'examen par la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques, le dossier présenté par la Communauté de Communes de Dinan (CODI) relatif à l'extension d'une déchèterie située à SAINT-HELEN au lieu-dit 'Conillé' ayant fait l'objet d'un récépissé de déclaration délivré le 22 décembre 1999.

### **I - Présentation des installations classées**

La CODI regroupe 18 communes adhérentes représentant une population totale de 35419 habitants environ. La déchèterie actuelle reçoit essentiellement les déchets provenant de l'est du territoire de la CODI et à l'est de la Rance (Communes de St-Helen, Lanvollon, Pleudihen-sur-Rance, La Vicomté-sur-Rance, Dinan (partie) et Léhon.

La CODI dispose d'une seconde déchèterie située à QUEVERT au lieu-dit "Les landes fleuries".

\\SRV-PLERIN\DATA\ECHANGE\Sub. I (RA+GB)\Bertin\IC\2006\Rapports\AUTORISATION\cdh\communauté de communes CODI à ST HELEN-déchèterie.06.doc

La déchèterie actuelle a une superficie totale de 2440 m<sup>2</sup>. Elle reçoit les déchets tels que ferrailles, huiles usagées, papiers, verres et les déchets verts etc...

Le dossier a été précisé par des courriers datés des 24 avril ,7 et 9 juin 2006 concernant en particulier ,des éléments de réponse aux observations émises par la DDAF 22 et à celles formulées par la DDASS 22.

L'installation actuelle abrite, en particulier :

- un local de 34 m<sup>2</sup> pour le gardien
- une armoire pour DMS de 18 m<sup>3</sup> au total capable de recevoir 1350 litres de déchets liquides (rétention de 700 litres).
- 7 emplacements pour les bennes de 16 ou 30 m<sup>3</sup>
- une fosse de 180 m<sup>3</sup> pour les verres collectées sur le territoire de la CODI
- une plate-forme de 590 m<sup>2</sup> pour les déchets verts

Le pétitionnaire se propose :

- de créer et d'agrandir la plate-forme de broyage et de déchets verts sur une surface totale de 1650 m<sup>2</sup> .Celle-ci sera bitumée .
- d'aménager un quai supplémentaire pour la mise en place d'un caisson destiné au stockage des équipements électriques et électroniques.

Après extension, la superficie de la déchèterie sera égale à 4770 m<sup>2</sup>.

Pour le broyage des déchets verts, il est fait appel à un prestataire extérieur ( société ECOSYS à Orgères depuis le début de l'année 2006 ) et à un matériel mobile d'une puissance supérieure à 200 KW (337 KW actuellement) et projet d'utiliser un matériel d'une puissance de 1000 KW.

## **II - Situation administrative - classement proposé**

Par rapport du 25 octobre 2005, nous avons considéré que les installations prévues relevaient du régime de l'autorisation sous les rubriques n° 2710 1°) et 2260 1°) de la nomenclature ICPE .

## **III - Enquête publique -Avis des Conseils Municipaux et des services intéressés**

### **3-1 : enquête publique**

En application de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2005, une enquête publique a été ouverte pendant un mois en mairie de SAINT-HELEN. Elle s'est déroulée du 23 janvier au 23 février 2006 .

Monsieur le Commissaire -Enquêteur a enregistré quatre observations pendant l'enquête publique :

- une est défavorable car l'emplacement est trop 'beau' pour un tel projet et est dangereux d'accès .L'opposant propose de déplacer la déchèterie sur la zone de la Ville Bennfray ,sur la commune de La Vicomté -sur-rance .

- 3 sont favorables au projet en demandant d'élargir les horaires d'ouverture , de renouveler l'information du public sur la gestion des déchets et d'améliorer l'aménagement paysager du site .

En conclusion de son rapport, Monsieur le Commissaire -Enquêteur émet un avis favorable à la demande d'extension sollicitée par le pétitionnaire sous réserve d'améliorer l'intégration paysagère du site par des plantations .

### **3-2 : Avis des Conseils Municipaux intéressés.**

3.2.1 **TADEN** : Dans la séance du 1<sup>er</sup> février 2006 , le Conseil Municipal a émis un avis favorable au projet .

3.2.2 **PLEUDIHEN-SUR-RANCE** : Dans la séance du 15 février 2006 , le Conseil Municipal a donné un avis favorable à l'extension sollicitée .

3.2.3 **SAINT-HELEN** : Dans la séance du 2 mars 2006 , le Conseil Municipal a émis un avis favorable au projet d'extension .

3.2.4 Les avis des conseils municipaux de Lanvallay , La Vicomté -sur-Rance et Saint -Samson -sur-Rance ne sont pas joints au dossier de retour d'enquête .

### **3-3 : Avis des services intéressés**

3-3-1 : Par courrier du 12 janvier 2006, la Direction Départementale de l' Equipement - SEME ne formule pas de remarques particulières .Elle précise que le projet , compatible avec les dispositions d'urbanisme , est situé dans le site inscrit de l'estuaire de la Rance .

3-3-2 : Par courrier du 12 décembre 2005, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis favorable au dossier en précisant qu'il serait opportun d'étudier la collecte des déchets de soins à risques infectieux produits par les particuliers sur la déchèterie compte tenu de l'absence de filière de récupération effective pour ce gisement.

3-3-3 : Par note du 9 mars 2006, le Service Interministériel des Affaires Sanitaires, Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile émet un avis favorable sous réserve que la défense en eau soit réalisée conformément aux circulaires interministérielles n° 465 du 10 décembre 1951 , du 20 février 1957 et circulaire du Ministère de l'Agriculture du 9 août 1967 à savoir :

Un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir un débit de 1000 litres/mn sous un bar au minimum ou une réserve d'incendie de 120 m<sup>3</sup> utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie. Ce point d'eau devra être situé à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement en utilisant un chemin praticable .

3-3-4 : Par courrier du 24 février 2006, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt a émis des observations sur la ressource en eau : impact des eaux pluviales dans le milieu naturel à mieux définir (ruisseau du Gué Parfond ) ; normes de rejet à préciser pour respecter les objectifs de qualité de ce cours .Elle précise que les mesures compensatoires envisagées sont satisfaisantes .

En conclusion , elle émet un avis favorable à l'octroi de cette autorisation en sollicitant l'état initial du cours d'eau au point de rejet (I.B.G.N) .

Par courrier du 24 avril 2006, le pétitionnaire a fourni un complément de dossier répondant aux remarques formulées par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Côtes d'Armor.

Le contrôle hydrobiologique du ruisseau du Gué Parfond a été réalisé le 14 avril 2006 par le bureau d'étude HYDROBIO. Le rapport conclut à la bonne qualité biologique globale du cours d'eau, à l'aval de la RN 176 et précise que l'impact des rejets provenant de la déchèterie est réduit car le fossé amenant les rejets traverse une zone humide avant de rejoindre le ruisseau.

3-3-5 : L'avis de la DIREN n'est pas joint au dossier.

#### IV - PREVENTION DES NUISANCES

Ce type d'installation se caractérise en particulier par les nuisances et dangers ci-après :

- pollution des eaux
- bruits
- déchets
- dangers d'incendie

##### 4-1 : Pollution des eaux.

Les surfaces imperméabilisées du site représentent ,après extension ,une surface totale de 4770 m<sup>2</sup> environ.

Les eaux pluviales et de ruissellement du site seront rejetées vers le ruisseau du Gué Parfond , affluent de la Rance via un réseau de fossés le long de la RD 29 , après avoir traversé un bassin de régulation de 140 m<sup>3</sup> permettant de limiter le débit du rejet à 6 l/s puis le débourbeur-séparateur à hydrocarbures existant .Le bassin sera équipé d'une vanne de fermeture rapide, en cas de pollution accidentelle ou d'incendie.

Quant aux eaux usées des sanitaires, elles sont traitées par un dispositif d'assainissement individuel ( fosse septique et épandage ).

Le projet d'arrêté préfectoral propose d'effectuer un suivi des eaux rejetées dans le milieu naturel.

##### 4-2 : Bruits

Les terrains sont situés en zone NC au PLU de Saint-Hélen . Dans un rayon de 200 m ,deux habitations existent dont l'une est située à 50 m de l'entrée de la déchèterie de l'autre côté de la RD 29 .

Le projet d'arrêté reprend les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et précise que les opérations bruyantes (manutention, broyage des déchets par exemple) sont interdites en période de nuit.

Des mesures sonores devront être réalisées dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service de l'extension sollicitée , pendant des opérations de broyage de déchets verts puis tous les 3 ans.

#### 4-3 : Déchets

En 2004, elle a reçu 4118 tonnes de déchets dont 482 tonnes d'encombrants et 1406 tonnes de végétaux.

Pour 2005, le tonnage total traité s'élève à 3754 tonnes qui se répartit en particulier selon les quantités ci-après :

- 236 tonnes de ferrailles valorisées par un récupérateur
- 643 tonnes d'inertes (gravats etc...) éliminés en CTED de déchets inertes et 226 tonnes éliminées en CTED de classe II .
- 35 tonnes de papiers, cartons valorisés
- 2038 tonnes de déchets verts broyés traités en valorisation agronomique
- 543 tonnes d'encombrants éliminés à l'UIOM de Taden
- 33,175 tonnes de déchets ménagers spéciaux ( batteries, DEEE ,huiles usées ,etc... ) éliminés en centres extérieurs spécialisés .

De manière à réduire la fermentation des déchets verts et limiter au maximum la création et le dégagement de mauvaises odeurs, la durée du dépôt des déchets verts broyés sera limitée à 15 jours maximum.

La quantité totale des déchets spéciaux liquides stockée dans une armoire spécifique est limitée à 1400 litres au maximum , le volume de rétention équipant le local étant de 700 litres.

#### 4-4 : Incendie

Le dossier prévoit la mise en place d'un poteau d'incendie le long du RD 29 près de l'entrée de l'installation ( le plus proche est distant de 200 m environ ) . Des extincteurs seront répartis sur le site.

### V - AVIS ET PROPOSITION - CONCLUSION

Une visite de l'installation actuelle a eu lieu le 30 mai 2006 en compagnie de M. LEGAVRE , Directeur des Services Techniques à la CODI. Une seule observation a été faite et confirmée à l'exploitant par un courrier du 14 juin 2006 .

N Un courrier daté du 14 juin 2006 a confirmé nos observations formulées lors

L'extension envisagée va permettre d'offrir aux habitants desservis, une solution satisfaisante et réglementaire pour mieux traiter les déchets de ce secteur.

Concernant l'élimination des équipements et électroniques (D3E), un conteneur spécifique sera utilisé et une filière spécifique dédiée devra être mise en place pour répondre aux dispositions du décret n° 2005-29 du 20 juillet 2005 qui a retranscrit en droit français la directive européenne n° 2002-96 modifiée datée du 8 décembre 2003.

Nous donnons un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par le pétitionnaire sous réserve du respect des dispositions d'ordre technique contenues dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport .Comme demandé par le commissaire -enquêteur ,le projet prescrit de réaliser un aménagement paysager du site pour améliorer l'intégration paysagère ( plantations existantes à conserver et à prévoir en limite sud en particulier ) .

Ce projet a été adressé au demandeur par un courrier du 22 mai 2006. Une réponse a été faite par courriers des 7 et 9 juin 2006 précisant en particulier ,l'accord de principe pour accepter les déchets d'activités de soins .

Nous proposons que ces dispositions soient soumis à l'avis de la commission départementale compétente en application de l'article L 512-2 du code de l'environnement.

L'Inspecteur des Installations Classées,



P.J : - copie des courriers du pétitionnaire.

- projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.
- copie du courrier du 14 juin 2006 adressé à l'exploitant